

L'AUSTERITÉ N'EST PAS UNE FATALITÉ !

*Appel du SNESUP-FSU contre la politique d'austérité
dans l'enseignement supérieur et la recherche*

Le SNESUP a réuni ce 12 Novembre à Paris, en provenance de toute la France

- **des personnels universitaires**, qui ont témoigné de la dégradation de leurs conditions de travail, de l'offre de formation et des conditions d'encadrement et d'accompagnement des étudiants,
- **des élu-e-s dans les conseils centraux** des universités, qui ont attesté de mesures budgétaires conduisant à la mise en œuvre de mesures d'austérité, voire au renoncement à assurer certaines des missions du service public d'Enseignement Supérieur et de Recherche (ESR),
- **des président-e-s d'universités**, qui ont montré comment le passage aux Responsabilités et Compétences Elargies et le désengagement de l'Etat se sont traduits par une aggravation structurelle de la situation financière des établissements,
- **des parlementaires**, qui s'interrogent sur les choix d'orientation budgétaire du gouvernement.

L'enquête du SNESUP, menée dans tous les établissements, fait la démonstration de l'extrême gravité de la situation : gels de postes, budgets rognés, formations remises en cause, conditions d'étude et de travail dégradées, précarité, déclassement et salaires indignes, activités de recherche mises en péril faute de financement. Ces constats conduisent à s'interroger sur les priorités réelles du gouvernement.

- **N'assurant même pas la stabilité du budget de l'ESR**, qui nécessiterait pourtant une croissance d'un milliard d'euros par an (4 % des 26 Md€ de la Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur), le gouvernement « sanctuarise », au contraire, le dispositif du Crédit Impôt Recherche. Celui-ci engloutit des sommes colossales (probablement 6 Md€ en 2014) et en augmentation faramineuse (plus d'1 Md€ par an, soit au moins 15 %), au détriment des recettes qui font cruellement défaut à l'ESR, alors même que ses modalités d'attribution et son efficacité sont très largement contestées.
- **Ignorant la nécessité de préserver le maillage territorial** de l'offre de formation et du potentiel de recherche de nos universités et des organismes de recherche, dans toute leur richesse et leur diversité, le gouvernement maintient, malgré l'opposition très large de la communauté universitaire, le poids insupportable et stérilisant du financement sur appels à projets (ANR, Plan Campus, Investissements d'Avenir ...) au détriment des financements pérennes.

La journée du 12 novembre est le point de départ d'une campagne nationale du SNESUP-FSU dans tous les établissements pour que le financement de l'ESR devienne une priorité nationale, et que soit mis en place un plan pluriannuel de l'emploi scientifique, dans les universités et les organismes, intégré dans une loi de programmation budgétaire à la hauteur des besoins du Service Public de l'ESR.

Le SNESUP-FSU appelle tous les personnels et étudiants de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, toutes les organisations syndicales et tous les élus dans les conseils, à se rassembler pour tenir des AG d'information et de débats sur les budgets et les conditions de travail, en vue de définir collectivement des actions dans chacun des établissements,

- **dès le 19 novembre**, jour du vote à l'Assemblée Nationale du projet de loi de finances 2014 ;
- **au cours de la semaine du 25 novembre**, dans la recherche de l'unité la plus large ;
- **lors de "Journées Facs mortes"** à l'occasion des débats sur les budgets 2014 dans les Conseils d'administration, pour exprimer notre refus collectif de budgets d'austérité.

Le SNESUP-FSU appelle solennellement les parlementaires à peser pour que d'autres choix budgétaires soient faits. Il en va de l'avenir culturel, scientifique, et économique de notre pays.